

Caen, le 8 janvier 2011

## CTPD « Emplois » du 4 janvier 2011 : compte-rendu

Après le boycott unanime du CTPD « Emplois » du 17 décembre 2010 par l'ensemble des représentants syndicaux, un nouveau CTPD a été re-convoqué par la direction en date du 4 janvier 2011 avec, pour sujet unique : « Emplois 2011 ».

En préambule au débat, les **délégués FO-DGFIP du personnel** ont lu la déclaration liminaire jointe en annexe.

Comme l'an passé, les **représentants FO-DGFIP en CTPD** ont fait le choix de siéger pour mettre la direction locale face à ses propres contradictions et défendre les intérêts des agents et des services. Point par point, pour les postes et services des 2 filières, ils ont demandé explications et justifications à une direction locale pas toujours à même d'apporter les éclairages nécessaires aux représentants du personnel.

Par contre, les **représentants FO-DGFIP** n'ont jamais participer à la moindre *co-gestion* en demandant un "+" ici ou un "-" ailleurs. A la seule parité administrative de prendre ses responsabilités.

Pour l'année 2011, ce sont encore 2.543 emplois nets qui vont disparaître à la DGFIP : 1.594 pour la filière fiscale et 949 pour la filière publique. Avec, **pour les seuls services de la DRFiP du Calvados, pas moins de 30 suppressions d'emploi** (13 pour la filière fiscale et 17 pour la filière « gestion publique »), même si les chiffres sont *allégés*, en particulier, par la mise en place de CHORUS.

### Filière fiscale

Le tableau ci-dessous résume l'impact des suppressions d'emplois par catégorie :

	A	B	C	Totaux
<b>Suppressions d'emplois</b>	<b>- 1</b>	<b>- 3</b>	<b>- 13</b>	<b>- 17</b>
<b>Requalifications</b>	+ 2	+ 4	<b>- 6</b>	<b>0</b>
<b>Transferts CHORUS</b>		+ 1	+ 2	+ 3
<b>Transfert missions entre filières</b>		+ 1	+ 3	+ 4
<b>Renforcement BRF</b>		1 Géo		+ 1
<b>Résultats nets</b>	<b>+ 1</b>	<b>+ 4</b>	<b>- 14</b>	<b>- 9</b>

Point par point, ci-dessous la synthèse des échanges que les **représentants FO-DGFIP** ont pu avoir avec les représentants de l'Administration :

- **- 1 C à CH Pont l'Evêque**
  - FO : la CH Pont l'Evêque encore touchée en 2011 comme en 2010 ? comment peut-il être supprimé le moindre emploi en CH quand on connaît les difficultés rencontrées en 2010 ? Coïncidence avec le départ à la retraite d'un agent C ?
  - Direction : cette mission est concernée par le "fléchage" national et les suppressions auraient dû être plus lourdes. Aucune corrélation avec le départ à la retraite...
- **- 1 C + 1 C en B à SIP-CDIF Bayeux**
  - Dir : pas de chiffrage comparatif fourni pour justifier le choix de Bayeux (il sera fourni ultérieurement suite à notre demande), mais là aussi un "fléchage" national avec application de la même procédure que les autres départements !
- **- 1 C en Fiscalité Immobilière Elargie de Caen**
  - FO : nouvelle coïncidence entre suppression et départ à la retraite ?
  - Dir : (pas de réponse)
- **- 2 C à l'EDRA**
  - Dir : au 1<sup>er</sup> sept. 2010 : 1 B et 2 C non pourvus, mais 1 de ces 2 "C" pas totalement

perdu puisque ... transformé en "A" pour le futur SIP Lisieux,

- FO : régularisation plus aisée, mais perte de souplesse dans la gestion des besoins en "remplacement"

### • **Implantations dans les SIE**

	Résultat Net		Emplois TSM	Ratio Charges / Emplois	Ecart
	B	C			
SIE Bayeux	-1		8	10,4	- 2,4
SIE Caen Est	+1	-1	14	14,5	- 0,5
SIE Caen Nord	+1	-1	20	21,8	- 1,8
Pôle Enregistrement		-1			
SIE Caen Ouest		-1	19	17,6	+ 1,4
SIE Lisieux		-1	11	10,5	+ 0,5
SIE Pont l'Evêque			5	3,2	+ 1,8
SIE Trouville		-1	13	13,3	- 0,3

- FO : les services SIE et Pôle Enregistrement paient, en 2011, un très lourd tribut avec 5 suppressions nettes avec des ratios "charges / emplois" en contradiction avec les décisions du CTPD.
- Dir : alors, c'est l'efficacité qui prime !!!
- FO : travailler mieux pour travailler à moins...
- **- 1 B à l'ICE Lisieux**
  - FO : pas le moindre tableau de charges ?
  - Dir : il vous sera envoyé...
- **- 1 C au Domaine**
  - FO : sur quelle base est réalisée cette suppression ? nouvelle coïncidence avec un départ à la retraite programmé ?
  - Dir : aucune justification si ce n'est que le service "France Domaine" n'est pas exclu des efforts !
- **Emplois de direction : opacité, opacité ?**
  - FO : pas facile d'y voir clair ? avec l'arrivée de CHORUS avec ses impacts sur le service "Budget-Logistique" et les agents qui glissent avec leur mission...
- **+ 1 A à SIP Lisieux**
  - Dir : création financée par la suppression d'un « C » EDRA
  - FO : constat d'une conduite de la direction :
    - si chef de SIP « Gestion Publique » création d'un adjoint A « Filière Fiscale »,
    - si chef de SIP « Filière Fiscale », pas la même création systématique d'un adjoint « Gestion Publique » (Vire, Pont l'Ev., Falaise) avec, pour conséquence, un soutien du « recouvrement » très fragilisé
- **1 C en B sur Cellule « Relations Publiques » Caen Délivrante**
  - Dir : renforcer ainsi la qualité de l'accueil
  - FO : la qualité de l'accueil se mesure donc selon le grade ?
- **+ 1 B Géomètre à la BRF Caen**
  - Dir : « fléchage » national !!!
- **1 A de ICE Pont l'Evêque à ICE Trouville**
  - FO : au risque de fragiliser encore un peu plus le site de Pont l'Evêque ???

## Filière « gestion publique »

Avant d'entrer dans le jeu des « questions / réponses », les **représentants FO-DGFiP** ont fait des remarques préalables sur un évident changement de méthode :

- CTPD non précédé comme les années précédentes d'une réunion préalable avec les chefs d'unité avec le risque que des anomalies se révèlent après vote,
- aucune explication d'accompagnement si ce n'est les documents nationaux issus du CTPC "Emplois",

- documents envoyés aux représentants du personnel tronqués (et « arrangés » sur les services de direction) avec un passage direct d'un « ORE brut » à « Emplois 2011 » sans comparaison avec l'exercice précédent et qui ne permettait pas une approche précise des évolutions,
- après de (trop) longs palabres et une suspension de séance (sur demande de la direction), les chiffres demandés par les **représentants FO-DGFiP** ont pu être fournis !!!
- pour la direction, les postes comptables ont été épargnés au maximum (- 0,50 emploi) au détriment des services de direction (- 2,50). Mais, la suppression du service des Pensions et la mise en place de CHORUS ont facilité cette opération.

Les chiffres ORE et leurs conséquences sur les emplois ont provoqué les questions et commentaires suivants :

- **Bayeux** : l'an dernier, Bayeux avait, injustement, perdu un emploi suite à erreur (non reconnue à l'époque) de la direction. La correction (+ 0,50) n'est que partielle !
- **Vire et Falaise** :
  - à partir de paramètres semblables (trésorerie mixte qui perd le « recouvrement via la création d'un SIP), **Vire** perd 1,5 emploi tandis que **Falaise** garde son effectif intégral : explication demandée par **FO**,
  - **Dir** : c'est l'ORE.
  - **FO** : réponse totalement insatisfaisante d'autant que, dans un passé récent, les chiffres ORE avaient montré quelques failles...
- **Caen Municipale** : perte de 1 agent liée, pour l'essentiel, au recouvrement SPL où un gros effort a été réalisé avec, au final, la récompense de cette suppression. Cela ressemble à l'efficacité de la filière fiscale...
- **Pont l'Evêque** : gagner un + 0,50 pour la trésorerie apportera un peu de baume au cœur des agents. Mais, a contrario, le - 0,50 au SIP va plonger encore un peu plus les agents dans la détresse.
- **Honfleur** : perdre 0,50 emploi ajouté au départ non remplacé (même momentanément) de l'adjoint, c'est sûrement beaucoup (trop) pour ce poste et ses agents,
- **Le Bény-Bocage, Isigny, Livarot, Saint-Pierre-sur-Dives** : pour ces postes, perdre un ½ emploi va contribuer à les fragiliser encore et toujours
- **SIP (et GFU)** : dire que les SIP et leurs **agents** souffrent est une évidence que les **représentants FO-DGFiP** ont une fois encore répétée. De la même façon, ils ont dénoncé que la notion « GFU » (guichet fiscal unique) pour les trésoreries mixtes ne soit pas reconnue en terme de « charges »,
- **Remplacement** : 3 suppressions pures et dures avec un affaiblissement des possibilités de renfort (« les postes étaient vacants » rétorque la direction). Pour les **représentants FO-DGFiP**, c'est de la gestion à court terme d'autant que, aujourd'hui, ce sont pas moins de 22 départs à la retraite qui sont programmés.
- **Direction** : les **représentants FO-DGFiP** ont dénoncé – comme depuis plusieurs années – que des missions tels que « **Autorité de certification** » et « **CQC** » n'aient pas une reconnaissance ORE (avec création d'emplois), puis ont demandé les justifications de perte d'emploi dans les services : si « **Recouvrement** », « **Epargne** », « **Redevance** », « **Comptabilité** », « **Liaison-rémunérations** », c'est l'ORE. A question simple, réponse simpl(ist)e...

Pour le service « **RH** » qui devait perdre un ½ emploi sans véritable motivation, cette suppression a été levée compte tenu du surcroît de charges évoqué (mise en place AGORA, transfert gestion des frais de déplacement, élections professionnelles) par les seuls **représentants FO-DGFiP**.

Pour les « **Agents de service** », le fait de supprimer 2 emplois C n'a pas été justifiée (une mission supplémentaire devrait pourtant leur échoir rapidement), même si c'est (faussement) atténué par une transformation « C en B » au profil (très, très) particulier : 1<sup>er</sup> des 4 étages d'une fusée !!!

Vote « **CONTRE** » des représentants **FO-DGFiP** sur les suppressions d'emploi.

## Questions diverses

- Ponts naturels 2011
  - le sujet sera mis à l'ordre du jour du prochain CTPD
  - pour 2011, trois possibilités de "grand week-end" avec le vendredi 3 juin (Ascension), le vendredi 15 juillet et le lundi 31 octobre (Toussaint)
  - la direction locale a fait savoir qu'elle serait plutôt favorable à ces 3 ponts naturels.
- Calendrier des CTPD et CAP : les **représentants FO-DGFiP** ont demandé un calendrier prévisionnel des CAP et CTPD : accord.
- G.E.M. : les **représentants FO-DGFiP** ont demandé le bilan des inscriptions à ces groupes de travail "DOS bis" → "une trentaine de volontaires qui seront répartis en 3 groupes. Un évident (!) gros succès (!!!) lié à l'intérêt de la démarche.

## Conclusions :

L'hémorragie des emplois continue... la casse des services s'amplifie... le « service public » est une notion que la direction n'ose plus prononcer...

Quant aux agents, le fait qu'ils soient en souffrance ne semble pas inquiéter, plus que cela, la parité administrative.

Les (prétendus) gains de productivité, l'efficacité (avec indicateurs et autres outils de direction) n'ont sûrement pas fini de produire leurs dégâts.

Pendant **5 heures de discussions**, ce sont tous ces arguments et revendications que les **représentants FO-DGFiP** ont tenu à exprimer aux représentants de la Direction Locale.

Comme ils l'avaient annoncé dans leur déclaration liminaire, les **représentants FO-DGFiP** prendront toutes leurs responsabilités face à une situation de l'emploi totalement insupportable. [voir l'appel ci-dessous]

### Les délégués FO-DGFiP en C.T.P.D.

Marie-Claire AUBRY   Françoise DIMICOLI   Frédéric GABRIELLE   Alain GARNET  
Bruno GILBERT   Jean-Marc LECOUCVEY   Christophe LESUEUR   Géraldine TANQUEREL

\*\*\*\*\*

**Si ce compte-rendu suscite des interrogations ou demande de précisions,  
ne pas hésiter à prendre contact**

**par mail : [fo.014@cp.finances.gouv.fr](mailto:fo.014@cp.finances.gouv.fr) ou par tél. au 02-31-38-34-61.**

**Pour les représentants FO-DGFiP,  
le travail gratuit, c'est fini !!!**

Avec eux, dites « **STOP** »

en refusant les écrêtages « horaires variables » et les heures supplémentaires non payées et en ne réalisant que vos heures normales de travail.